

H8 - UN TOURNANT POLITIQUE, SOCIAL ET CULTUREL : LA FRANCE DE 1974 À 1988

Séance 1 : 1 heure

Introduction

Doc. vidéoprojeté : « Le temps des alternances »

Doc. vidéoprojeté : « Les concerts géants : une nouvelle forme de culture populaire »

- En 1974, Valéry Giscard d'Estaing, candidat de centre-droit est élu président de la République : il s'agit d'un **tournant** (moment où se produit un changement important qui affecte l'avenir d'un pays et de sa population) politique car pour la première fois depuis 1958, un président non-gaulliste est au Palais de l'Élysée. Mais celui-ci perd l'élection de 1981 face au socialiste François Mitterrand.
- Outre les changements politiques, la période 1974-1988 se caractérise par de nombreuses réformes sociales, répondant au désir de changement qui s'est exprimé lors de la crise de mai 1968. Dès l'élection de Giscard d'Estaing en 1974, l'État cherche à satisfaire certaines revendications des jeunes (abaissement de la majorité à 18 ans) et des femmes (légalisation de l'IVG).
- Au cours des décennies 1970 et 1980, la France s'ouvre au changement et les débats de société, facilités par la libéralisation des médias, se multiplient : ils portent notamment sur la liberté sexuelle ou sur l'intégration des immigrés dans la société. Mais les formes de rejet restent nombreuses.
- **Problématique : Pourquoi les années comprises entre 1974 et 1988 ont-elles contribué à construire la France dans laquelle nous vivons aujourd'hui ?**

I. Un tournant politique : le temps des alternances et de la cohabitation

A. Le septennat de Giscard d'Estaing (1974-1981) : gouverner au centre-droit

Doc. vidéoprojeté : « Les élections présidentielles de 1974 à 1988 »

Doc. vidéoprojeté : « Un nouveau style présidentiel »

Doc. vidéoprojeté : « Françoise Giroud (1916-2003) »

Doc. vidéoprojeté : « La majorité abaissée à 18 ans »

- En avril 1974, le président Pompidou, héritier politique du général de Gaulle, meurt. Une élection présidentielle est alors organisée. **Valéry Giscard d'Estaing** axe sa campagne sur le changement et incarne une droite libérale, moderne et jeune (il a 48 ans). Lors de l'**élection présidentielle de mai 1974**, il est élu avec 50,8% face au candidat unique de la gauche, **François Mitterrand**. Pour la première fois depuis 1958, les Français élisent un président de droite non-gaulliste. Le président instaure un nouveau style : il veut gouverner au centre et privilégie le contact direct avec les Français (conférences de presse, discours à la télévision, déjeuners chez des Français). Il nomme **Jacques Chirac**, issu du parti gaulliste UDR, comme Premier ministre.
- Giscard d'Estaing veut moderniser la vie politique. Il nomme quatre femmes ministres : Simone Veil (santé), Françoise Giroud (condition féminine) ; Hélène Dorlhac (condition pénitentiaire) et Annie Lesur (enseignement préscolaire). Il répond aussi aux aspirations de la génération de mai 1968 avec l'abaissement de l'âge de la majorité civile de 21 à 18 ans en juillet 1974.
- L'économie française entre en crise après le choc pétrolier de 1973. Faute d'indépendance énergétique, la France est vite confrontée à une forte inflation et une augmentation du chômage malgré la mise en œuvre d'une politique de relance par le gouvernement Chirac. Le nombre de chômeurs double, passant de 400 000 en 1974 à 1 millions en 1977. En désaccord avec la politique de Giscard d'Estaing, Chirac démissionne en 1976 ; il est remplacé à Matignon par Raymond Barre qui adopte une politique d'austérité : limitation des hausses de salaire, augmentation de l'impôt sur le revenu pour les ménages les plus aisés, création du contrat à durée déterminée (CDD). Mais ces mesures ne parviennent à limiter ni l'inflation ni le chômage et elles alimentent le mécontentement. Incapable d'enrayer la montée du chômage, le gouvernement doit affronter une opposition politique de gauche très offensive.

Doc. vidéoprojeté : « Une radio pirate : Radio Lorraine Cœur d'Acier »

Doc. vidéoprojeté : « Les quatre législatures des années 1973-1988 »

Doc. vidéoprojeté : « L'affaire des diamants de Bokassa »

- Pourtant, le septennat de Giscard d'Estaing est mouvementé politiquement. De nombreuses contestations émergent. Un mouvement écologiste se structure et présente son premier candidat – René Dumont – aux élections présidentielles en 1974. En Bretagne, la population se mobilise et empêche la construction d'une centrale nucléaire à Plogoff. Dans les régions industrielles touchées par la crise (Lorraine), les mobilisations ouvrières se développent. Dans ce contexte, les radios pirates (radios émettant clandestinement, sans accord administratif de l'État et réprimées par celui-ci), comme « Radio Verte » ou radio « Lorraine cœur d'acier », se multiplient. La droite se divise entre le RPR de Chirac et l'UDF de Giscard d'Estaing. La gauche est elle aussi divisée (l'Union de la gauche, qui avait été signée en 1972 avec un programme commun de gouvernement, vole en éclat en 1977) : elle perd les élections législatives de 1978 ; Giscard d'Estaing conserve une majorité de justesse. Des scandales politiques affaiblissent le président (affaire des « diamants de Bokassa » à partir de 1979). En mai 1981, Giscard d'Estaing, pourtant donné favori dans les sondages, perd les élections présidentielles face à Mitterrand.

B. Le début des « années Mitterrand » (1981-1986) : gouverner à gauche ?

Doc. vidéoprojeté : « Les élections présidentielles de 1974 à 1988 »
Doc. vidéoprojeté : « La victoire de la gauche »
Doc. vidéoprojeté : « François Mitterrand devant le Panthéon le 21 mai 1981 »
Doc. vidéoprojeté : « Le séisme du 10 mai 1981 »
Doc. vidéoprojeté : « Les quatre législatures des années 1973-1988 »
Doc. vidéoprojeté : « La mise en œuvre d'une politique de gauche (1981-1982) »

• Grace à l'union de la gauche entre communistes, socialistes et radicaux, **Mitterrand** gagne l'élection présidentielle le **10 mai 1981** face à Giscard d'Estaing avec 51,8% des voix : il est le premier président de gauche depuis 1958. Des Français espèrent de profonds changements dans un pays gouverné sans interruption par la droite ; d'autres craignent des réformes éloignant la France du libéralisme. Aux **élections législatives** de **juin 1981**, organisées à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale, les socialistes remportent à eux seuls la majorité absolue. C'est l'**alternance** (changement de majorité législative). Le gouvernement, formé par **Pierre Mauroy**, comprend quatre ministres communistes (Charles Fiterman aux Transports, Jack Ralite à la Santé, Marcel Rigout à la Formation professionnelle, Anicet Le Pors à la Fonction publique). Pour soutenir le pouvoir d'achat, le gouvernement augmente le SMIC, les allocations familiales, le minimum vieillesse. L'âge de la retraite est abaissé à 60 ans, une cinquième semaine de congés payés est attribuée et la semaine de travail passe à 39 heures. En 1982, des nationalisations d'entreprises (Suez) et de banques (BNP) permettent à l'État d'investir dans l'économie.

Point de passage et d'ouverture 1 : 1981 : l'abolition de la peine de mort (pages 264-265)

Consigne : Vous produirez un diaporama organisé en fonction du plan suivant :

- I. Un contexte qui n'est pas propice à l'abolition de la peine de mort
- II. Un débat houleux dans la société française et au Parlement
- III. Une abolition votée mais qui n'a pas été acceptée par les Français

Point méthode : Réaliser un diaporama

- L'organisation d'une diapositive

Il doit être marqué en haut de chaque diapo



• Sous l'impulsion de **Robert Badinter**, ministre de la Justice, la **peine de mort est abolie** en **septembre 1981**. La peine maximale est désormais la réclusion criminelle à perpétuité. Mais, les sondages montrent que les Français restent attachés à la peine de mort (plus de 60% y sont favorables dans les années 1980), même si elle était peu appliquée dans les années 1970.

Doc. vidéo projeté : « La France frappée par le chômage et l'inflation »

Doc. vidéo projeté : « Le tournant de la rigueur »

Doc. vidéo projeté : « La montée du Front national »

- La mise en œuvre du programme électoral de la gauche (passage aux 39 heures, retraite à 60 ans) doublée d'une politique de relance keynésienne (augmentation des salaires), creuse le déficit public sans parvenir à relancer la croissance ni à faire baisser le chômage. La création d'un impôt sur la fortune et les **nationalisations** (rachat de tout ou partie d'une entreprise privée par l'État) accentuent l'hostilité d'une partie des milieux d'affaires. En 1983, **Jacques Delors**, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, annonce le « **tourant de la rigueur** ». Tenu par des engagements européens de lutte contre les déficits, Mitterrand augmente les impôts et réduit les dépenses publiques avec le soutien de son nouveau Premier ministre, **Laurent Fabius**, nommé en 1984. Ce retour à une politique d'austérité provoque le départ des ministres communistes et la défiance des électeurs socialistes qui, combinée au contexte économique, entraîne une succession de défaites électorales : aux municipales en 1983, puis aux européennes en 1984. Par ailleurs, le Front national, parti d'extrême-droite, accroît son audience et réunit presque 11% des voix en 1984. Les élections législatives s'annoncent mal pour la majorité socialiste élue en 1981 et pour le gouvernement Fabius nommé en 1984.

C. La première cohabitation (1986-1988) : une situation politique inédite

Doc. vidéo projeté : « Les quatre législatures des années 1973-1988 »

Doc. vidéo projeté : « Une difficile cohabitation »

Doc. vidéo projeté : « La réélection de François Mitterrand en 1988 »

- En **mars 1986**, la droite (RPR et UDF) remporte les **élections législatives**, qui ont eu lieu au scrutin proportionnel : ceci permet l'élection de 35 députés du Front national, dont Jean-Marie Le Pen. Le mécontentement des Français explique la défaite de la gauche et crée une situation institutionnelle inédite. Le président de la République, socialiste, ne démissionne pas et nomme un Premier ministre issu de la nouvelle majorité de droite. C'est la première **cohabitation** (situation institutionnelle, résultant des élections législatives, dans laquelle le président de la République doit nommer un Premier ministre d'un parti politique opposée au sien).
- Ne pouvant s'opposer aux réformes de la droite, le président de la République se replie sur son domaine réservé, la représentation de la France à l'étranger. Le plus souvent, les deux hommes choisissent de faire des compromis, acceptant de parler à deux lors des conférences de presse ou des sommets internationaux. Mais ils s'opposent parfois sur certaines questions, comme le vote d'une loi où la nomination d'un ministre. Cependant, Mitterrand préside toujours le Conseil des ministres, il signe les décrets et les ordonnances et peut donc les refuser. Il prend régulièrement et publiquement position dans les médias contre son Premier ministre.
- Afin de tenter de sortir de la crise économique, Jacques Chirac mène une politique libérale de réduction des dépenses de l'État, inspirée de celles menées par Margaret Thatcher au Royaume Uni et Renald Reagan Ronald aux États-Unis. Il procède à de nombreuses **privatisations** (vente par l'État de tout ou partie du capital d'une entreprise publique à des investisseurs privés) d'entreprises nationalisées (TF1, BNP Paribas ou Suez) pour renflouer les caisses de l'État, il supprime l'impôt sur les grandes fortunes et l'autorisation administrative préalable aux licenciements économiques. Cette politique provoque de fortes tensions sociales.
- Malgré de fortes tensions politiques durant la cohabitation, François Mitterrand réussit à incarner la stabilité. À l'inverse, la droite est divisée et affaiblie par la progression du Front national. À la veille de l'élection présidentielle de 1988, François Mitterrand a tout loisir d'imputer les difficultés des Français à la politique menée par le gouvernement de Jacques Chirac. Aux **élections présidentielles** de **mai 1988**, François Mitterrand se présente pour un second mandat et remporte une large victoire sur Jacques Chirac, avec 54% des voix.

II. Un tournant social : la construction de la société française actuelle

A. Une jeunesse qui compte de plus en plus au sein de la société française

Doc. vidéoprojeté : « Le droit de vote accordé à 18 ans »
Doc. vidéoprojeté : « Affiche de SOS racisme, 1985 »
Doc. vidéoprojeté : « Les radio FM »
Doc. vidéoprojeté : « La loi Haby et la réforme du collège unique »
Doc. vidéoprojeté : « Proportion de bacheliers dans une génération »
Doc. vidéoprojeté : « Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur »
Doc. 4 page 269 : « Des manifestations contre le projet de l'enseignement supérieur »

- La jeunesse, issue du **baby-boom** (période de forte natalité allant des années 1945 à la fin des années 1960), est de plus en plus nombreuse : 40 % des Français ont moins de 25 ans en 1974. Après mai 1968, il devient essentiel de faire participer davantage les jeunes à la vie politique. En 1974, **Giscard d'Estaing** fait adopter l'**abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans**. Cette mesure permet aux jeunes de disposer du droit de vote, de se marier sans l'autorisation parentale et de résider où ils veulent. Les jeunes constituent désormais un électorat plus important, courtisé par les partis politiques. Mais l'abstention des jeunes demeure importante (20% aux législatives de 1978). Ils semblent se désintéresser de la vie politique institutionnelle, mais pas des grandes mobilisations citoyennes : ils sont mobilisés dans les luttes contre le nucléaire et le racisme.
- L'allongement des études et l'entrée plus tardive dans la vie active font des jeunes un groupe social mieux défini et plus entendu. Ils résident encore chez leurs parents, mais trouvent cette tutelle familiale pesante. Grâce à la mixité scolaire, les garçons et les filles, affirment leurs aspirations communes : une « culture jeune » s'exprime à travers la mode et la musique.
- Le septennat de Giscard d'Estaing constitue un tournant pour l'école. L'économie a besoin de salariés qualifiés et la société demande la démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur. En 1975, la **loi Haby** instaure le **collège unique**, en supprimant la séparation des élèves entre enseignement technique ou enseignement général. La mixité devient obligatoire dans toutes les filières. Avec cette massification, de plus en plus de jeunes obtiennent le baccalauréat (20% d'une classe d'âge en 1970, 30% en 1980) et accèdent à l'enseignement supérieur (plus d'un million d'étudiants en 1990). En 1986, Chirac veut instaurer la sélection à l'université et augmenter les droits d'inscription (projet de **loi Devaquet**), retiré à cause des manifestations.

B. Une émancipation et une égalité encore inachevées pour les femmes

Doc. vidéoprojeté : « Les femmes dans la population active »
Doc. vidéoprojeté : « Le gouvernement Pierre Mauroy I, après l'élection de François... »
Doc. vidéoprojeté : « L'égalité entre les femmes et les hommes (1983) »
Doc. vidéoprojeté : « Le manifeste des 343 »
Doc. vidéoprojeté : « La défense du projet de loi à l'Assemblée nationale »
Doc. vidéoprojeté : « La représentation des femmes à l'Assemblée nationale »

- La féminisation du marché du travail, entamée pendant les Trente Glorieuses, se poursuit dans les années 1970 et 1980. Les revendications féministes ont d'autant plus de poids que les femmes occupent une place croissante dans la population active : la part des femmes exerçant une activité professionnelle progresse (de 53% en 1974 à 63% en 1988). Les présidents Giscard d'Estaing et Mitterrand prennent en compte une partie des évolutions sociales et des combats féministes en nommant des femmes ministres et secrétaires d'État : elles sont quatre dans le gouvernement Chirac dont Simone Veil (ministre de la Santé) et Françoise Giroud (secrétaire d'État à la Condition féminine) ; elles sont six dans le gouvernement Mauroy dont Yvette Roudy (ministre des Droits de la femme) et Édith Cresson (ministre de l'Agriculture). Ministre des Droits de la femme, **Yvette Roudy** fait voter en 1983 une **loi sur « l'égalité professionnelle entre hommes et femmes »**. Cette loi pose le principe de l'égalité entre les sexes et entend en garantir l'application en combattant les inégalités dont sont victimes les femmes dans les entreprises.

Point de passage et d'ouverture 2 : 1975 : la légalisation de l'IVG (pages 256-257)

Consigne : Vous produirez un diaporama organisé en fonction du plan suivant :

- I. Une demande de légalisation en lien avec les combats féministes
- II. Un débat houleux dans la société française et au Parlement
- III. Un avortement légalisé et dont le nombre a nettement diminué

- Dans la lignée de la loi Neuwirth légalisant la pilule contraceptive (1967) et du mouvement de mai 1968, un féminisme (mouvement défendant les droits des femmes pour obtenir l'égalité hommes-femmes) se développe en France. Il dénonce la domination masculine dans une société patriarcale et affirme le droit des femmes à disposer librement de leur corps. En 1971, le Mouvement de libération des femmes encourage la publication d'un Manifeste de 343 femmes avouant avoir avorté alors que la pratique est interdite. Simone Veil, ministre de la Santé, fait adopter deux lois : en 1974, le remboursement de la pilule contraceptive par la Sécurité sociale et, en 1975, la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Cette maîtrise de la fécondité est un tournant, puisque la grossesse est désormais un choix des femmes. En 1970, la loi sur le partage de l'autorité parentale, jusque-là réservée aux pères, consacre l'égalité des parents dans l'éducation de leurs enfants. En 1975, une loi instaure le divorce par consentement mutuel. En 1980, après une longue campagne des mouvements féministes contre les violences faites aux femmes, une loi définit pour la première fois le crime de viol, puni de 15 ans de réclusion criminelle.
- Cependant, les inégalités hommes-femmes et les stéréotypes de genre persistent. Les femmes continuent d'occuper des emplois majoritairement peu qualifiés et restent extrêmement minoritaires aux postes de direction. Avec la récession (ralentissement de la croissance économique), elles occupent des emplois à temps partiel et sont victimes du chômage. Enfin, elles restent partout moins payées que les hommes, malgré l'adoption de la loi Roudy (écart moyen entre les salaires masculins et féminins de 28,2% en 1989). Les stéréotypes sexistes demeurent entre femmes et hommes dans la vie quotidienne : les femmes continuent de s'occuper des tâches ménagères et de l'éducation des enfants. La place des femmes dans la vie politique nationale reste marginale malgré quelques nominations symboliques : en 1981, les femmes ne représentent que 5,3% des députés à l'Assemblée nationale.

C. Une société française marquée par la crise et par des formes d'exclusion

Doc. vidéoprojeté : « L'apparition du chômage de masse »

Doc. vidéoprojeté : « Les femmes au bureau »

Doc. vidéoprojeté : « L'essor des mouvements sociaux »

Doc. vidéoprojeté : « François Mitterrand, un président dans la cité »

Doc. vidéoprojeté : « Les Restos du cœur »

- Le milieu des années 1970 rompt la période de croissance économique des Trente Glorieuses. La France passe d'une situation de **plein-emploi** (situation dans laquelle le taux de chômage est très faible) à un **chômage de masse** (taux de chômage élevé). Le taux de chômage passe de 2,8% de la population active en 1974 à 9,5% en 1988. Dans les entreprises, la **flexibilité** (politique consistant à faire varier les effectifs en fonction des besoins) augmente le travail à temps partiel et les contrats à durée déterminée. Les baisses de salaires et le risque du chômage favorisent la généralisation du travail féminin dont la rémunération est inférieure. Alors que les emplois dans l'agriculture et l'industrie poursuivent leur déclin, l'emploi tertiaire se développe fortement.
- Dans une France qui poursuit son urbanisation, les inégalités territoriales se creusent. Les campagnes du centre de la France poursuivent leur déclin (vieillesse, baisse de la population). Les régions industrielles voient leurs villes ouvrières sinistrées (Lens, Longwy). Dans les villes, la **ségrégation** (séparation physique des lieux de résidence des groupes sociaux) s'accroît : les plus aisées s'installent dans les centres-villes ou dans des lotissements périurbains, tandis que les plus pauvres (souvent des immigrés) se regroupent dans les grands ensembles des banlieues, qui concentrent les plus forts taux de chômage. À l'inverse, le tertiaire dynamise les métropoles comme Paris, les ports de commerce et les villes touristiques des littoraux. Des mécanismes sont mis en place par les gouvernements pour limiter l'exclusion sociale, comme le Revenu minimum d'insertion en 1988. Des initiatives privées viennent aussi en aide aux exclus, comme les **Restos du cœur** créés par l'humoriste **Coluche** en **1985**.

Doc. vidéoprojeté : « La population immigrée en France »

Doc. vidéoprojeté : « Les immigrés en France selon leur région d'origine à la fin des... »

Doc. vidéoprojeté : « Le droit au regroupement familial pour les immigrés »

Doc. vidéoprojeté : « Une politique plus souple en matière d'immigration à partir de 1981 »

- Par rapport aux années 1960, l'**immigration** (entrée dans un pays de personnes nées dans un pays étranger) vers la France diminue et le nombre d'immigrés se stabilise autour de quatre millions de personnes (7,5% de la population totale). Les immigrés d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne ou d'Asie sont plus nombreux alors que la part des Européens recule. Avec le ralentissement de la croissance et la montée du chômage, le gouvernement suspend l'immigration en 1974. Le **regroupement familial** (droit pour un étranger légalement installé en France de faire venir son conjoint et ses enfants mineurs), organisé en **1976**, est désormais la voie légale. Une partie de l'immigration devient donc clandestine et est réprimée.
- L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 redonne de l'espoir à la population immigrée : sur environ 300 000 clandestins, près de 132 000 sont régularisés. Mais les immigrés, qui occupent le plus souvent des emplois peu qualifiés, sont touchés par le chômage, la précarité ou la misère. Une des promesses de campagne de François Mitterrand, le droit de vote des étrangers aux élections municipales, n'est finalement pas appliquée. Pour améliorer leur **intégration** (insertion des immigrés dans la communauté nationale), compliquée par des obstacles comme la langue et une situation sociale souvent difficile, les **zones d'éducation prioritaires** (établissements scolaires disposant de moyens supplémentaires pour compenser les difficultés des élèves accueillis) sont créées en 1981 dans les quartiers les plus défavorisés. Les familles d'immigrés sont surreprésentées dans les banlieues déshéritées des grandes villes, ce qui ne fait que renforcer leur sentiment d'exclusion. Les violences urbaines récurrentes (comme en banlieue de Lyon en 1981) illustrent le malaise de ces populations et questionnent leur intégration.

Doc. vidéoprojeté : « Affiche du Front national pour les élections législatives de mars 1986 »
Doc. 2 page 249 : « De nouvelles mobilisations : la Marche pour l'égalité (1983) »
Doc. 5 page 263 : « Affiche pour la Marche pour l'égalité et contre le racisme (1983) »
Doc. vidéoprojeté : « Une nouvelle association : SOS racisme »

• Tous les immigrés doivent faire face à une intégration de plus en plus difficile, marquée par une **xénophobie** (rejet des étrangers) quotidienne, mais aussi par des conditions de vie et de travail difficiles. À partir des années 1970, la crise puis la dépression économique alimentent une poussée de l'extrême droite. Le **Front national**, parti d'extrême droite né en 1972 par **Jean-Marie Le Pen**, stigmatise les étrangers et les immigrés accusés d'être responsables des difficultés économiques. Ce parti politique, longtemps marginal, gagne en audience en instrumentalisant le thème de l'immigration et diffusent des discours fondés sur le **racisme** (idéologie postulant qu'il existe des races au sein de l'espèce humaine et qu'elles sont inégales). Le Front national obtient 11% des voix aux élections européennes de 1984, 35 députés aux élections législatives de mars 1986 et 14,3% des voix aux élections présidentielles de mai 1988. Dans ce contexte, de nombreux jeunes d'origine immigrée se mobilisent. Lors de la **Marche pour l'égalité et contre le racisme** de 1983, plus de 100 000 personnes relient Marseille à Paris. En 1984, l'association **SOS racisme** est fondée avec comme slogan « Touche pas à mon pote ».

Doc. vidéoprojeté : « Une marche revendicative avant les élections présidentielles de 1981 »
Doc. vidéoprojeté : « La fin de la discrimination de majorité sexuelle entre hétérosexuels... »

• En avril 1981, à la veille de l'élection présidentielle, la première « **Marche nationale pour les droits et les libertés des homosexuels et lesbiennes** » est organisée à Paris. En août 1982, **Robert Badinter**, fait voter **l'abolition la discrimination relative à la majorité sexuelle** entre personnes hétérosexuelles (15 ans) et homosexuelles (21 ans). Cependant, de nombreux homosexuels continuent de vivre cachés de peur d'être exclus par leur famille ou de perdre leur travail mais leurs relations ne sont plus pénalisées et les descentes de policiers dans les bars gays cessent. Ce sentiment de liberté tourne vite court avec l'apparition des premiers cas de sida dès 1982.

Point de passage et d'ouverture 3 : L'épidémie du SIDA en France (pages 266-267)

Consigne : Vous produirez un diaporama organisé en fonction du plan suivant :

- I. Un virus rapidement identifié mais qui n'est pas bien traité
- II. Une prévention lente à émerger, menée par des acteurs variés
- III. Une épidémie qui donne naissance à de vives luttes politiques

• Le sida (syndrome d'immunodéficience humaine acquise) fait son apparition en France à partir de 1982, touchant d'abord des minorités (toxicomanes, homosexuels). Cette épidémie à dimension mondiale (**pandémie**) est un défi pour la recherche médicale, qui progresse mais ne parvient pas à éradiquer le VIH (virus de l'immunodéficience humaine) : le nombre de morts progresse (près de 1 500 morts en 1988). Certaines associations (AIDES) entendent informer sur la nécessaire prévention et travailler avec la recherche médicale, alors que d'autres (Act Up-Paris) mènent des actions spectaculaires pour sensibiliser l'opinion aux ravages du sida et demander aux pouvoirs publics d'agir davantage. La question du sida suscite des luttes politiques et parfois de la désinformation. Grâce à l'action de **Michèle Barzach**, ministre de la Santé, l'État met en place sa première politique de prévention en 1987.

III. Un tournant culturel : la fabrique d'une culture de masse et libre

A. Des politiques culturelles au service des Français et du pouvoir politique

Doc. vidéoprojeté : « Évolution du budget alloué au ministère de la Culture »
Doc. vidéoprojeté : « Jack Lang, ministre de la Culture »
Doc. vidéoprojeté : « Les grands travaux présidentiels »
Doc. vidéoprojeté : « Inauguration de la pyramide du Louvre, 14 octobre 1988 »
Doc. 2 page 261 : « La première fête de la musique (21 juin 1982) »
Doc. vidéoprojeté : « Affiche pour les premières journées du patrimoine »
Doc. vidéoprojeté : « Le smurf des années 1980 »

- Initiée par André Malraux sous la présidence de Gaulle, la démocratisation culturelle (volonté politique de favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre) est poursuivie dans les années 1970 et 1980. Mais, entre 1974 et 1981, la culture n'est plus aussi prioritaire qu'auparavant. Le ministère des Affaires culturelles, créé en 1959, devient un secrétariat d'État à la Culture en 1974 et sa part dans le budget de l'État diminue (0,61% en 1974, 0,47% en 1981). La politique culturelle de Giscard d'Estaing est tournée vers la sauvegarde du patrimoine. En 1977, il lance la transformation de la gare d'Orsay en un musée consacré à la peinture du XIX^{ème} siècle et, en 1979, il lance la transformation des abattoirs de la Villette en une Cité des sciences et de l'industrie.
- À partir de 1981, la démocratisation culturelle connaît un nouveau souffle avec la nomination de Jack Lang, au poste de ministre de la Culture. Grâce au soutien de Mitterrand, le budget du ministère de la Culture double et ses missions sont élargies : il convient désormais de soutenir la création artistique et de défendre le rayonnement de la culture française à l'étranger. Mitterrand lance une politique de grands travaux dans Paris afin d'inscrire sa présidence dans l'histoire : le projet du Grand Louvre est lancé en 1981, celui de l'Opéra Bastille en 1982 et celui de la Très Grande Bibliothèque (future Bibliothèque François Mitterrand) en 1988. Tous ces « chantiers du présidents » sont terminés et inaugurés pendant son second mandat, en 1988 et 1995.
- Jack Lang développe une nouvelle politique culturelle en soutenant à la fois des industries culturelles (cinéma) et des artistes individuels (chanteurs, écrivains). Il fait de la culture un levier économique : le prix unique du livre aide les libraires et rémunère mieux les auteurs. Il crée aussi des fêtes populaires : la Fête de la musique (1982) et les Journées du patrimoine (1984). L'État travaille en partenariat avec les collectivités locales et reconnaît la diversité des cultures et des voies d'accès à la culture : reconnaissance des amateurs, des cultures régionales et minoritaires, de la culture populaire. Le domaine de la culture s'élargit à la culture du quotidien (cuisine, mode) ainsi qu'à une culture urbaine populaire (rap, street art...).

B. Les modifications du paysage audiovisuel : la fin des monopoles étatiques

Doc. vidéoprojeté : « L'évolution des pratiques culturelles »
Doc. vidéoprojeté : « La télévision au cœur des pratiques culturelles »
Doc. vidéoprojeté : « De la fin du monopole de l'ORTF au début des radios libres »
Doc. vidéoprojeté : « Le paysage audiovisuel à la fin des années 1980 »

- Dans les années 1970, le paysage audiovisuel est en pleine transformation. La télévision est en couleur depuis 1967 et les chaînes publiques se multiplient : une deuxième chaîne (ORTF2 puis Antenne 2) est créée en 1964 suivie d'une troisième chaîne en 1975 (FR3). La télévision se généralise dans les foyers français (79% des ménages ont un téléviseur en 1974, 92% en 1984) et le temps passé à la regarder ne cesse de croître (65% des Français regardent la télévision tous les jours en 1973 contre 73% en 1989). L'usage du téléviseur s'élargit, au détriment du cinéma : de nouvelles technologies permettent l'enregistrement et la rediffusion sur le téléviseur : en 1984, 10% des foyers possèdent un magnétoscope en 1984. Les audiences montrent le succès croissants des séries (*Dallas* diffusé à partir de 1981 sur TF1), des jeux (*La Roue de la fortune*, diffusée à partir de 1987 sur TF1) et des émissions sportives (*Stade 2* diffusée à partir de 1975 sur Antenne 2 le dimanche soir) et le déclin des émissions d'information.

- L'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF), créée en 1964, est critiquée car il dispose du monopole sur la télévision et la radio. En 1974, Giscard d'Estaing demande la dissolution de l'ORTF, remplacée par trois chaînes publiques de télévision (TF1, Antenne 2 et FR3) et quatre stations de radio publiques (France Inter, France Culture, France Musique, FIP). Des émissions plus libres apparaissent mais les journaux restent contrôlés par l'État. Des radios périphériques (radios étrangères que l'on pouvait écouter en France) parviennent à émettre (RMC, Europe 1) et des radios pirates (radios émettant illégalement) se multiplient.
- Une autre étape de la libéralisation des médias est franchie avec l'élection de Mitterrand. En 1982, une loi sur la liberté de la communication audiovisuelle met fin au monopole d'État sur les ondes : plus de 1 000 radios libres (radios privées autorisées à émettre) sont créées, comme Nouvelle Radio Jeune (NRJ). Cette loi crée aussi une Haute Autorité de la communication audiovisuelle garantissant l'indépendance du secteur public. Des chaînes privées sont ensuite créées avec l'accord de l'État : Canal+ en 1984, La Cinq et TV6 en 1986 (remplacée par M6 en 1987). En 1987, Jacques Chirac décide la privatisation de TF1, rachetée par le groupe Bouygues. L'audiovisuel entre dans une ère commerciale (publicité, course à l'audience) et diffuse une culture populaire : la musique occupe une grande place à la télévision comme à la radio : dès 1984, le Top 50, présenté par Marc Toesca, est diffusé sur Canal+.

C. Une culture française entre massification, mondialisation et exception

Doc. vidéoprojeté : « Une nouvelle génération de comiques »

Doc. vidéoprojeté : « L'arrivée des mangas »

Doc. vidéoprojeté : « L'émission *Apostrophes* de Bernard Pivot sur Antenne 2 »

Doc. vidéoprojeté : « La pochette du disque *Miss Maggie* de Renaud (1985) »

- La production culturelle française poursuit dans l'ère de la culture de masse (ensemble des pratiques culturelles diffusées largement par les médias) pendant les années 1970 et 1980. Le cinéma, soutenu par le Centre national du cinéma (CNC), devient une véritable industrie autour des acteurs comme Jean-Paul Belmondo, Gérard Depardieu ou Catherine Deneuve. Le cinéma, le théâtre et la télévision permettent l'émergence de nouveaux talents comiques, comme Thierry Le Luron, Coluche, la troupe du Splendid ou encore Les Nuls.
- La culture française est aussi de plus en plus ouverte aux influences internationales. Au cinéma, les films américains rencontrent un succès grandissant : en 1982, *E.T., l'extra-terrestre*, film de Steven Spielberg, dépasse les 9 millions d'entrées. Dans la chanson, la pop rencontre le même engouement, comme en témoignent les 100 000 spectateurs présents au concert de Madonna en 1987. À la télévision, *Récré A2*, l'émission présentée par Dorothee sur Antenne 2, fait découvrir aux plus jeunes des séries animées japonaises comme *Goldorak*.
- La France conserve néanmoins une exception culturelle (ensemble des mesures protégeant la production culturelle nationale sur le marché mondial) et des productions exigeantes trouvent leur public. L'émission *Apostrophes*, présentée par Bernard Pivot sur Antenne 2, permet aux intellectuels et aux artistes de s'exprimer. Le cinéma d'auteur continue d'être bien représenté : les films de François Truffaut, venu de la « Nouvelle vague », rencontrent des succès populaires comme *Le Dernier Métro* (1980). Des chanteurs engagés imposent aussi leur style personnel : en 1985, Renaud chante *Miss Maggie*, une dénonciation violente de Margaret Thatcher.

Conclusion

- Entre 1974 et 1988, des évolutions politiques ont lieu : l'alternance devient une habitude et conduit même à une cohabitation. La société est en pleine mutation : les jeunes et les femmes profitent d'un début d'émancipation mais de nombreuses personnes sont frappées par la crise et le rejet. Enfin, l'accès à la culture est démocratisé grâce aux politiques étatiques et aux médias.
- Les années 1970 et 1980 constitue un tournant dans l'histoire de France parce que la gauche accède au pouvoir et parce que la société se libéralise et que la culture se démocratise.
- Ces évolutions ne se limitent pas aux années 1980 : lors des années 1990 et 2000, la société française connaît de nouvelles évolutions sociales (parité...) et culturelles (Internet...).